



AFFAIRES

PUBLICITÉ-MARKETING
FAIRE CONNAÎTRE SNC-LAVALIN APRÈS LA TEMPÊTE
PAGE 3



<p>↑ S&P TSX 14 947,51 +42,60 (+0,29%)</p>	<p>↓ S&P 500 2108,58 -15,62 (-0,74%)</p>	<p>↓ DOW JONES 17 966,07 -178,00 (-0,98%)</p>	<p>↓ PÉTROLE 60,27\$US -0,74\$US (-1,21%)</p>	<p>↓ DOLLAR 80,65¢US -0,43¢US</p>
---	---	--	--	--

EXCLUSIF CENTRE BELL

CADILLAC FAIRVIEW VEUT CONSTRUIRE PLUS HAUT

Les alentours du Centre Bell bourdonnent de chantiers depuis un an. Or, la Ville doit absolument faire passer de 120 à 210 mètres les hauteurs permises au sud de l'amphithéâtre, selon le promoteur Cadillac Fairview. À défaut de quoi, ses capacités d'investir pourraient être « sérieusement affectées ».

À LIRE EN PAGE 2



Aperçu des projets de la société immobilière Cadillac Fairview dans le secteur du Centre Bell

IMAGE FOURNIE PAR CADILLAC FAIRVIEW

VIE | IMPOSITION | VOLATILITE | REVENU | EROSION

VIE

Vous cherchez à prendre votre retraite dans le sud?

La décision de faire croître votre patrimoine à long terme en dollars américains ne devrait pas limiter vos choix de placements.

Placements Mackenzie a doublé sa gamme de fonds en dollars américains, ce qui en fait une des plus vastes gammes de vraies solutions en dollars américains du secteur.

Parlez à votre conseiller dès aujourd'hui.
placementsmackenzie.com/vraisdollarsUS



1 Définition de vrai fonds en dollars américains : La principale exposition aux devises est le dollar américain, moyennant soit la sélection des titres américains ou soit, dans le cas de titres non américains, la couverture en dollars américains. Les achats, les rachats, les distributions de revenus et la performance sont déclarés en dollars américains. Les placements dans les fonds communs peuvent donner lieu à des courtages, des commissions de suivi, des commissions de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. Le contenu de cette publicité (y compris les faits, les perspectives, les opinions, les recommandations, les descriptions de produits ou titres ou les références à des produits ou titres) ne doit pas être pris ni être interprété comme un conseil en matière de placement, ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat, ou une promotion, recommandation ou commandite de toute entité ou de tout titre cité. Bien que nous nous efforcions d'assurer son exactitude et son intégralité, nous ne sommes aucunement responsables de son utilisation.

LA PRESSE AFFAIRES

CENTRE BELL

Cadillac Fairview veut construire plus haut

EXCLUSIF

MAXIME BERGERON

Le promoteur immobilier Cadillac Fairview (CF), qui prévoit un immense projet de 2 milliards de dollars autour du Centre Bell, demande à la Ville d'augmenter de 120 à 210 mètres les limites de hauteur permises, à défaut de quoi ses capacités d'investissement à court terme seront « sérieusement affectées ».

L'arrondissement de Ville-Marie prévoit déjà rehausser la limite à 210 mètres sur une petite parcelle au sud de l'amphithéâtre, rue Saint-Antoine. Or, CF milite pour que la zone de 210 mètres soit étendue encore plus au sud, jusqu'à la rue Notre-Dame, et vers l'est, où le groupe souhaite ériger une série d'autres gratte-ciel.

« Nous sommes à planifier des investissements majeurs et il est important qu'on retrouve une flexibilité dans la planification de ces aménagements-là, sans les regarder sur une base très ponctuelle », a fait valoir Brian Fahey, président d'une firme d'urbanisme mandatée par CF, pendant une audience de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) la semaine dernière.

L'OCPM étudie jusqu'à la fin du mois le nouveau programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des gares, qui prévoit une série de modifications aux alentours du Centre Bell. Ce plan prévoit notamment la construction de parcs, l'élargissement des trottoirs, ainsi que le rehaussement de la limite de hauteur à 210 mètres sur un petit terrain situé en bordure de la rue Saint-Antoine.

Il faut aller plus loin, a toutefois insisté Brian Fahey pendant sa présentation. Selon



PHOTO FOURNIE PAR L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL. À l'origine, la phase 2 de la Tour des Canadiens prévoyait des tours de 120 mètres, qu'on voit ci-dessus.

lui, le rehaussement de la limite de 210 mètres sur une si petite surface pourrait entraver les projets de CF au cours des prochaines années, d'où l'importance de l'élargir.

« C'est sûr qu'on va venir affecter de façon sérieuse la capacité de Cadillac Fairview à réagir à des opportunités d'investissement à court terme, a-t-il fait valoir. Si la zone de 210 mètres est déjà là, Cadillac Fairview va avoir la

capacité d'accueillir un locataire majeur qui pourrait se présenter à sa porte demain matin et avoir les outils pour répondre aux besoins de ces futurs locataires-là. »

Le maintien de la limite actuelle de 120 mètres amènera-t-il CF à « différer ses investissements » ?, a demandé le président de l'OCPM. « À votre question, la réponse est oui, ça va affecter sérieusement les capacités de

Cadillac Fairview », a affirmé M. Fahey.

Le plan d'ensemble de CF prévoit au moins six gratte-ciel autour du Centre Bell, des investissements totaux de 2 milliards étalés sur 15 ans. La Tour des Canadiens et la Tour Deloitte sont déjà en construction, tandis que la phase 2 de la Tour des Canadiens est en préparation. Le groupe prévoit en outre deux immeubles rue Peel – des bureaux et des logements –, dont le plus haut pourrait atteindre 180 mètres.

À titre de comparaison,

pendant les consultations de l'OCPM. « Ça fait partie de la difficulté et des maux de tête qu'on doit se taper, c'est clair. Parce que, oui, on a un échéancier de réalisation qui est déjà, disons, dépassé ou en retard. »

Le bureau des ventes pourrait ouvrir à l'automne, a indiqué l'architecte de la firme Béique Legault Thuot. La construction de la nouvelle tour pourrait ensuite commencer au printemps ou à l'été 2016, selon la rapidité avec laquelle seront obtenues les approbations.

« Si la zone de 210 mètres est déjà là, Cadillac Fairview va avoir la capacité d'accueillir un locataire majeur qui pourrait se présenter à sa porte demain matin et avoir les outils pour répondre aux besoins de ces futurs locataires-là. » — Brian Fahey, président d'une firme d'urbanisme mandatée par Cadillac Fairview

Place Ville Marie mesure 188 mètres, tandis que le 1000 De La Gauchetière, le gratte-ciel le plus haut de la métropole, s'élève à 205 mètres.

Phase 2 retardée

La présentation du PPU par la Ville, il y a deux mois, a amené Cadillac Fairview à revoir de façon importante la phase 2 de la Tour des Canadiens. Comme cette phase se retrouve sur la petite parcelle de surhauteur déjà prévue au PPU, le projet est passé de trois à deux tours, mais leur hauteur a été augmentée de 120 à 170 mètres, soit 47 étages.

Ces changements réglementaires – et les points d'interrogation qui subsistent – ont cependant entraîné des retards dans la mise en vente des condos de la phase 2, a expliqué l'architecte Olivier Legault, mandaté par CF,

Dans son mémoire déposé à l'Office, CF plaide pour un autre élargissement de la zone de 210 mètres, vers l'ouest cette fois, jusqu'à la rue de la Montagne. Cette requête vise à « mieux intégrer » la phase 2 de la Tour des Canadiens à son contexte, « en conservant un modèle économiquement viable ».

Quoi qu'il en soit, le rehaussement de la limite de hauteur déjà proposé sur le site de la phase 2 de la Tour des Canadiens semble bien accepté par tous les intervenants. « C'est un tout, tout petit secteur: ça ne pose pas problème, ça n'a posé problème à personne jusqu'ici », a fait valoir Richard Bergeron, responsable de la stratégie du centre-ville au comité exécutif.

Ni Cadillac Fairview ni Canderel (aussi promoteur de la Tour des Canadiens) n'ont accepté les demandes d'entrevue de *La Presse Affaires*.

LE QUARTIER DES GARES

Après le Quartier des spectacles, Griffintown, le Quartier international et plusieurs autres secteurs du centre-ville, les environs du Centre Bell sont visés par un programme particulier d'urbanisme (PPU). Si tout se déroule comme prévu, le Quartier des gares sera doté d'une série de nouvelles infrastructures d'ici cinq ans, comme des parcs, des trottoirs élargis et des pistes cyclables. Voici les grandes lignes de ce chantier de 150 millions de dollars.

Au cœur de Montréal

Le Quartier des gares constitue encore aujourd'hui la véritable porte d'entrée du centre-ville de Montréal. Les trois gares qui s'y trouvent – Lucien-L'Allier, la gare Centrale et le terminus Centre-ville – accueillent chaque jour plus de 100 000 passagers. Ce qui retient surtout l'attention ces jours-ci, toutefois, c'est la frénésie immobilière qui s'est emparée du secteur. La valeur des projets immobiliers en construction dépasse les 750 millions de dollars, ce qui représente

2000 nouveaux logements et 50 000 mètres carrés de bureaux. Entre 2006 et 2017, la densité de logements aura augmenté de 22 à 100 par hectare. Le potentiel d'investissement s'élève à plus de 3 milliards d'ici la prochaine décennie, selon la Ville.

Des contraintes multiples

« Pour l'instant, c'est la partie mal-aimée du centre-ville », reconnaît d'entrée de jeu Richard Bergeron, responsable de la stratégie du centre-ville au comité exécutif. Principal problème: le quartier est enclavé par de nombreuses infrastructures routières, comme l'autoroute Ville-Marie, des chemins de fer et une série de vieux sauts-de-mouton. La circulation de 1800 autobus par jour « excède la capacité physique du territoire », souligne aussi le document du PPU. On déplore par ailleurs une carence de commerces et de services de proximité, comme des écoles, ainsi qu'un nombre réduit de stationnements sur rue.

Parcs et pistes cyclables

Le projet de requalification urbaine vise à créer plusieurs espaces verts dans ce secteur très bétonné. Le PPU prévoit ainsi la construction du parc Ville-Marie sur l'emprise déjà recouverte de l'autoroute Ville-Marie, au sud du Centre

Bell. La superficie de ce nouveau parc (2,3 hectares) sera presque équivalente à celle du square Dorchester et de la place du Canada. Le square Chaboillez, situé près de l'ancien Planétarium Dow, sera en outre réaménagé, et des arbres seront plantés dans les rues. L'arrondissement de Ville-Marie souhaite également raccorder le quartier au réseau cyclable montréalais. On n'y trouve aujourd'hui aucune piste cyclable.

Inversion de la circulation

Le PPU prévoit un retour de la circulation à deux voies dans la rue Saint-Antoine, entre Peel et de la Montagne. Cette mesure est essentielle à une meilleure fluidité dans le secteur, estime Richard Bergeron. Divers groupes, comme Ivanhoé Cambridge, propriétaire du 1000 De La Gauchetière, craignent à l'opposé que ce changement vienne amplifier les problèmes de congestion déjà criants. Par ailleurs, 14 intersections du quartier seront dotées de passages piétonniers améliorés.

Métro... et train léger?

L'accès à la station de métro Lucien-L'Allier – l'une des moins utilisées du réseau – sera amélioré, grâce à la construction d'un nouvel édifice, rue Saint-Antoine. Par ailleurs, la Ville mise gros sur la venue possible d'un système de

train léger, qui serait construit et financé par la Caisse de dépôt entre le centre-ville et Brossard. Selon des scénarios évoqués, ce train pourrait remonter par les rues Peel ou Robert-Bourassa (University), et ainsi désengorger le quartier. Maxime Chagnon, porte-parole de la Caisse, a toutefois précisé cette semaine qu'il était beaucoup trop tôt pour dire si le train passera par le Quartier des gares... si jamais il se réalise. « On n'a pas encore la confirmation qu'on va le faire. Il n'y a aucun tracé, aucune solution technologique. »

150 millions

Le PPU proposé par la Ville sera doté d'un budget de 150 millions et devrait se réaliser d'ici cinq ans, a assuré Richard Bergeron. Pour parvenir à aller de l'avant avec toutes les mesures proposées, la municipalité devra toutefois s'entendre avec une très longue liste de partenaires, incluant la Société de transport de Montréal, la Caisse de dépôt, le CN, le CP, la CSDM, l'ETS et toute une série de propriétaires fonciers. L'Office de consultation publique de Montréal recueille jusqu'à la fin du mois l'opinion des Montréalais sur ce PPU, et il rendra son rapport à la fin de l'été. Le PPU devrait ultimement être adopté en décembre 2015.

— Maxime Bergeron

LIBRE-ÉCHANGE

Le Congrès donne des pouvoirs accrus à Obama

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le Sénat américain, chambre haute du Congrès, a adopté hier une loi accordant à Barack Obama des pouvoirs accrus pour finaliser des accords de libre-échange avec la région Asie-Pacifique et d'autres pays, à l'issue de plusieurs semaines de bataille parlementaire.

Le texte, adopté grâce à l'appui de la majorité républicaine, part désormais pour promulgation chez le président démocrate, pour qui ce vote représente une victoire politique malgré la défection du gros des élus démocrates.

Les sénateurs ont voté par 60 voix contre 38.

Pluie de réactions

Une pluie de réactions chez les républicains et parmi les fédérations professionnelles a salué l'adoption de la loi, qui a surmonté de justesse de nombreux obstacles depuis le début du débat parlementaire.

« Nous devons montrer notre soutien aux travailleurs américains en abattant les barrières commerciales étrangères inéquitables qui discriminent les produits "Made in America" », s'est félicité l'homme fort du Sénat, le républicain Mitch McConnell.

La loi crée un mécanisme accéléré pour que le Congrès approuve ou rejette les futurs accords commerciaux conclus par l'exécutif, et ce, jusqu'en 2021. Les élus ne pourront pas modifier leur contenu, seulement voter pour ou contre.

La Chambre des représentants avait adopté le texte la semaine dernière, à la seconde tentative.

La plupart des démocrates ont voté contre ce mécanisme car ils s'opposent au futur partenariat transpacifique (TPP) que Washington négocie actuellement avec 11 autres pays riverains du Pacifique, dont le Japon.



PHOTO CAROLYN KASTER, ASSOCIATED PRESS

Barack Obama aura des pouvoirs accrus pour finaliser des accords de libre-échange avec la région Asie-Pacifique et d'autres pays.

Les Québécois s'appauvrissent? Faux



FRANCIS
VAILLES
CHRONIQUE

Le refrain est connu : les Québécois se sont appauvris depuis les belles années 70. Or, en ce lendemain de Saint-Jean-Baptiste, une étude fouillée vient complètement changer le portrait de l'appauvrissement au Québec.

L'étude a été réalisée par deux des chercheurs les plus versés en matière de fiscalité et de finances publiques au Québec, soit Luc Godbout et Suzie St-Cerny, de l'Université de Sherbrooke. Luc Godbout est l'économiste qui a présidé la Commission d'examen sur la fiscalité, entre autres.

Depuis quelques années, pas un mois ne passe sans qu'on entende dire que les Québécois s'appauvrissent, en particulier les plus pauvres. Pour tirer une telle conclusion, les analyses s'en remettent souvent au revenu moyen par famille.

passablement moins grand de personnes, si bien que les comparaisons avec la famille type des années 70 sont banales.

Par exemple, les personnes seules représentent 37 % des ménages aujourd'hui, comparativement à 22 % en 1976. Ainsi, les personnes seules, qui ont un revenu moindre, ont un poids plus important dans le revenu moyen de l'ensemble des ménages aujourd'hui qu'à l'époque, d'où la non-pertinence de cet indicateur pour mesurer l'appauvrissement relatif réel.

Luc Godbout et Suzie St-Cerny ont donc comparé le revenu des ménages de même taille, et ô surprise, tous les types de ménages ont connu une croissance appréciable de leurs revenus, riches comme pauvres, jeunes comme vieux. Leurs comparaisons sont basées sur le revenu

c'est-à-dire corrigés des effets de l'inflation.

Voyons voir. En 2011, le revenu médian de l'ensemble des ménages s'élevait à 40 300 \$, soit 17 % de moins qu'en 1976 (48 700 \$). Après impôts et transferts gouvernementaux, le recul est de 3,4 %, à 44 900 \$ en 2011. Ce chiffre illustre, en quelque sorte, la stagnation relative des revenus souvent évoquée.

Maintenant, quand les chercheurs comparent plutôt les revenus des mêmes types de ménages, le résultat s'inverse complètement. Ainsi, les couples sans enfants ont vu leurs revenus après impôts et transferts augmenter de 4 %, les personnes seules, de 25 % et les familles biparentales, de 33 %. Même les personnes âgées et les familles monoparentales ont vu leurs revenus croître significativement, respectivement de 26 % et de 61 %.

« En bout de piste, la société québécoise a accompli des progrès, constatent les chercheurs, car les unités familiales comparables ont un revenu médian après impôts plus élevé. »

Cette conclusion est tout aussi nette quand on compare les quintiles de revenus, c'est-à-dire les cinq tranches de revenus qui composent la population, du plus pauvre au plus riche quintile.

En 2011, la famille biparentale du quintile le plus pauvre gagnait 41 750 \$ de revenus médians après impôts et transferts gouvernementaux. Ces revenus dépassent de 10 365 \$ ceux qu'en 1976, soit une hausse relative de 33 %. La croissance des revenus médians depuis 1976 est de 40 % pour le deuxième quintile, de 38 % pour le troisième quintile, de 35 % pour le quatrième quintile et de 24 % pour le quintile le plus riche (revenus médians de 126 855 \$ après impôts en 2011).

Même constat pour la famille monoparentale : le revenu médian après impôts et transferts a bondi de 28 % pour le premier quintile, à 20 450 \$, une croissance semblable à celle du quintile de revenus les plus élevés (30 %, à 70 225 \$). Entre ces deux niveaux de revenus, les trois autres quintiles ont progressé respectivement de 85 %, 86 % et 32 %. Encore une fois, il s'agit de revenus comparables, c'est-à-dire une fois l'effet de l'inflation retranché.

Qui aurait pu croire que le revenu des plus pauvres avait crû de 28 % à 33 % depuis 35 ans ?

Cela dit, il est possible que les exigences de consommation soient plus grandes aujourd'hui qu'à l'époque, bien qu'il ne soit toujours clair qu'il s'agisse de besoins essentiels. Par exemple, certaines familles ne peuvent se priver de leurs deux voitures ou de leurs téléphones intelligents, ce que les familles n'avaient

pas à l'époque. Est-ce vraiment toujours nécessaire ?

Le portrait pourrait-il avoir changé depuis 2011 ? « Rien ne permet de penser que les mesures de retour à l'équilibre budgétaire pourraient avoir modifié radicalement cette tendance de long terme », répond à ce sujet Luc Godbout.

Par ailleurs, l'étude ne fait pas les mêmes comparaisons pour les autres provinces canadiennes. Il est possible que certains types de ménages aient vu leurs revenus augmenter plus fortement ailleurs qu'ici, notamment les couples riches sans enfants. Par contre, on pourrait s'attendre à ce que d'autres ménages soient plus avantagés au Québec en raison des mesures de redistribution, notamment les couples avec enfants de la classe moyenne et les familles monoparentales.

Quoi qu'il en soit, ce portrait nous permet d'avoir un regard moins sombre sur le développement du Québec. Allez, bonne fête !

REVENUS APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX (Dollars constants de 2011)

Familles biparentales

	2011	Hausse depuis 1976
Quintile 1	41 750 \$	33%
Quintile 2	61 920 \$	40%
Quintile 3	75 600 \$	38%
Quintile 4	94 480 \$	35%
Quintile 5	126 855 \$	24%

Familles monoparentales

Quintile 1	20 450 \$	28%
Quintile 2	31 175 \$	85%
Quintile 3	40 500 \$	86%
Quintile 4	49 375 \$	32%
Quintile 5	70 225 \$	30%

Sources : Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (Université de Sherbrooke) et Statistique Canada

« En bout de piste, la société québécoise a accompli des progrès, car les unités familiales comparables ont un revenu médian après impôts plus élevé. »

— Luc Godbout et Suzie St-Cerny, chercheurs de l'Université de Sherbrooke

La question chicote les deux chercheurs depuis un certain temps : le revenu de la famille type a essentiellement stagné, certes, mais la famille type n'est plus ce qu'elle était. Aujourd'hui, la famille moyenne est composée d'un nombre

médian des divers ménages (le point au milieu de chaque groupe comparé), un indicateur plus fiable que le revenu moyen, qui est influencé par les extrêmes. Tout est exprimé en dollars constants de 2011 (les plus récentes données comparables),

MARKETING-PUBLICITÉ

Faire connaître SNC-Lavalin après la tempête

ISABELLE MASSÉ

SNC-Lavalin a marqué le paysage canadien avec de grands chantiers. L'entreprise qui a, trop souvent à son goût, fait la manchette pour des allégations de corruption au cours des trois dernières années lance une campagne de communications afin de faire connaître ses réalisations concrètes.

Cette campagne est dévoilée à la télé, notamment, alors que l'entreprise vient de remporter le contrat du nouveau pont Champlain. Sous le thème

« Les gens sont capables de faire la part des choses entre ce que quelques individus ont fait et ce qu'on a réalisé ici. »

— Isabelle Perras, vice-présidente, communications mondiales d'entreprise de SNC-Lavalin

« Fiers de bâtir l'avenir », l'agence de communications Cossette a mis l'accent à la fois sur les projets de SNC-Lavalin et sur ses 40 000 employés qui ont contribué à les mener à terme (ligne ouest du train léger sur rail de Calgary, barrage Daniel-Johnson, salle de l'OSM...).

« On a fait un sondage à travers le Canada pour savoir ce que les Canadiens comprennent de nous, explique Isabelle Perras, vice-présidente, communications mondiales d'entreprise de SNC-Lavalin. On a vu qu'on connaissait mal SNC et ce qu'elle fait. »

« Tout le monde connaît le nom SNC-Lavalin, mais il y

avait un manque de familiarité, surtout au Canada anglais », ajoute Marie Vaillancourt, vice-présidente, produit intégré, de Cossette. On a donc décidé de mettre de l'avant les actifs importants de l'entreprise, soit ses employés et leurs réalisations qui touchent tout le monde. Et on a choisi des images de produits finis plutôt que de chantiers pour rendre ça le plus concret possible. »

Cette campagne sert de clé pour découvrir l'entreprise et non d'outil pour redorer son image, notamment ternie par des dirigeants accusés de corruption et qui ont versé des pots-de-vin à la famille Khadafi. « On ne redore pas une entreprise avec une campagne de pub, note Isabelle Perras. Il y a eu un changement de gouvernance depuis. SNC a une nouvelle direction depuis 2013. On a beaucoup travaillé et entrepris des changements avant de lancer cette campagne. Là, on est rendus à parler d'autres choses. Les gens sont capables de faire la part des choses entre ce que quelques individus ont fait et ce qu'on a réalisé ici. »

La campagne mise justement beaucoup sur les projets canadiens « plutôt que sur des grands projets industriels non visibles ici, résume Isabelle Perras. Mais sur notre microsite, on a un volet international. Parce qu'il est aussi interactif, nos employés peuvent y ajouter des projets auxquels ils ont participé. »

Par ailleurs, dans un souci de transparence, SNC-Lavalin continue de répondre aux questions du public sur ses plateformes numériques. « Toute entreprise devrait le faire et entretenir un tel lien », estime Marie Vaillancourt.



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

L'agence de communications Cossette a mis l'accent à la fois sur les projets de SNC-Lavalin et sur ses 40 000 employés qui ont contribué à les mener à terme (ligne ouest du train léger sur rail de Calgary, barrage Daniel-Johnson, salle de l'OSM...).



Mercedes-Benz 2015 Cercle du président.



Mercedes-Benz Canada a le plaisir de nommer **Luc Gohier**, de Mercedes-Benz Blainville, membre du Cercle du président pour 2015.

Ce prix convoité reconnaît les meilleurs conseillers en vente et directeurs des ventes à travers le Canada. Il souligne leurs performances exceptionnelles en termes de ventes et de satisfaction de la clientèle tout au long de l'année écoulée.



Mercedes-Benz
Le meilleur, sinon rien.

Mercedes-Benz Blainville
10 000, Chemin du Plein Air, Mirabel, Québec J7J 1S5
Tel : 1-844-344-1313 - blainville.mercedes-benz.ca

Institut canadien des actuaires



Robert H. Stapleford
FICA, FSA

À l'occasion de l'Assemblée annuelle de l'Institut canadien des actuaires (ICA) tenue les 17 et 18 juin 2015 à Ottawa, Robert Stapleford a accédé à la présidence de l'ICA pour l'année 2015-2016.

Après 40 ans de carrière en assurance-vie et en expertise-conseil en matière de régimes de retraite et de placements, M. Stapleford a récemment pris sa retraite de Mercer, une firme de consultation mondiale.

Il a obtenu sa qualification à titre d'actuaire de l'ICA en 1978 et de la Society of Actuaries en 1977.

M. Stapleford est un bénévole pour l'ICA depuis 1983, assumant le rôle de président de la Commission sur la gouvernance, de la Commission de l'agrément, qui a lancé le Programme d'agrément universitaire, ainsi que le rôle de président désigné de l'ICA.

L'ICA, qui célèbre cette année son 50^e anniversaire, est l'organisme national de la profession actuarielle au Canada. Avec plus de 5 000 membres, l'Institut fait passer l'intérêt du public avant le sien et est voué au service de la population en veillant à ce que les services et les conseils actuariels soient de la plus haute qualité.



cia-ica.ca

LA PRESSE AFFAIRES

Des mastodontes à démanteler



RUDY LE COURS
L'ÉCONOMIE
QUI S'ÉCRIT

De toutes les entreprises, les banques détiennent seules le privilège de créer de la monnaie en faisant crédit.

Leur concentration et leurs ramifications internationales font en sorte que le G20 considère que 27 d'entre elles sont d'importance systémique.

Autrement dit, si une ou plusieurs faisaient faillite, le système financier mondial serait gravement ébranlé. D'où le train de mesures suggérées par le Comité de Bâle et adoptées par le G20 pour s'assurer qu'elles soient bien capitalisées et solvables.

Or, cela ne s'attaque pas à l'essentiel, soutient François Morin. «Un oligopole de banques privées s'est arrogé un pouvoir considérable sur la fixation des deux prix les plus fondamentaux de la finance globalisée», écrit-il dans *L'hydre mondiale. L'oligopole bancaire*.

Il s'agit des taux de change et des taux d'intérêt.

En conséquence, les États leur ont abandonné en bonne partie leur souveraineté sur la création de monnaie. Ils sont désormais pris en otage.

Cet oligopole est formé de 11 banques parmi les 27 d'importance systémique. Quatre sont américaines: Bank of America, Citigroup, Goldman Sachs et JPMorgan Chase; trois britanniques: Barclays, HSBC et Royal Bank of Scotland; deux de la zone euro: BNP Paribas et Deutsche Bank, et deux suisses: UBS et Crédit suisse.

Ces banques sont très interconnectées en raison

des produits dérivés qu'elles émettent. C'est là que réside à la fois le danger d'une prochaine crise financière et la source de l'affaiblissement des États.

À elle seule, la valeur annuelle des transactions sur le marché des taux de change, contrôlé à 80,4% par l'oligopole en 2013, équivalait à environ 30 fois celle du produit intérieur brut (PIB) mondial. Il étia sa démonstration à l'aide de tableaux inédits très éloquentes.

La plupart des transactions sur ce marché sont réalisées entre elles.

Elles jouent un rôle prépondérant aussi sur les transactions boursières réalisées par des robots qui augmentent rapidement.

Leur puissance est en mesure de déstabiliser la planète entière en cas de dérive, croit M. Morin.

Dérives il y a eu et dérives il y aura.

Les amendes colossales auxquelles elles sont condamnées, des dizaines de milliards, reflètent à la fois leur importance et la tentation de faire fi des lois.

Les tribunaux ont montré que la crise des prêts à risque (*subprimes*), à l'origine de la Grande Récession de 2008-2009, a éclaté après que les banques ont fait crédit à des ménages dont elles connaissaient l'incapacité de les rembourser et qu'elles ont revendu ces prêts en produits structurés qu'elles savaient avariés.

On a appris aussi par les tribunaux et quelques braves sonneurs d'alerte que l'oligopole est à l'origine de manipulations illicites des taux des prêts bancaires à Londres (LIBOR) et des taux de référence sur le marché des devises, qu'elles ont cartellisé le marché des swaps de défaillance (CDS) sur la dette des États, qu'elles ont organisé l'évasion fiscale de leurs clients fortunés.



PHOTO NICHOLAS KAMM, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Un oligopole de banques privées s'est arrogé un pouvoir considérable. Cet oligopole est formé de 11 banques parmi les 27 d'importance systémique, dont quatre sont américaines: Bank of America (notre photo), Citigroup, Goldman Sachs et JPMorgan Chase.

La liste n'est sans doute pas exhaustive...

À première vue colossale, l'importance des amendes reste insignifiante en comparaison des surprofits et des bonis de performance que permettent ces abus, ces délits.

«Les comportements de cet oligopole ne ressortent absolument pas d'un problème moral, mais d'un problème de structure de marché», écrit M. Morin.

Problème qui compromet la souveraineté des États. L'essayiste associe le surendettement des États avant tout à la crise financière provoquée par cet oligopole plutôt qu'à une mauvaise gestion des fonds publics.

Ainsi, la valeur couverte par les produits dérivés (l'encours notionnel) détenus par Barclays est 33 fois supérieure à la taille de l'économie du Royaume-Uni! «On mesure

instantanément son rôle dans l'activité de couverture des risques, certes, mais surtout sa capacité potentielle à spéculer sur les marchés financiers», poursuit l'essayiste.

Il en résulte que le rôle des banques centrales est de plus en plus réduit à celui de «porte-parole des banques face aux pouvoirs publics».

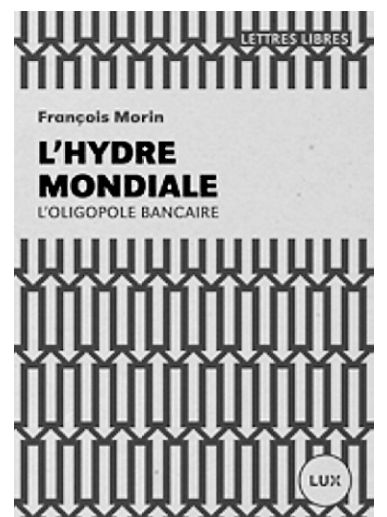
Favorable à briser cet oligopole, Morin suggère un retour à des taux de change fixes, qui permettrait la création d'une monnaie commune (mais pas unique), et l'imposition d'une taxe dissuasive sur les transactions financières «pour les capitaux les plus spéculatifs».

Le produit de cette taxe servirait à émettre des obligations dans la monnaie commune (possible grâce aux parités fixes) pour racheter la dette souveraine.

Force est de constater que ce retour à l'esprit de Bretton

Woods, si tant est qu'il est souhaitable, n'est malheureusement pas dans l'air du temps.

François Morin, *L'hydre mondiale. L'oligopole bancaire*. Lux, 153 pages.



Le TSX avance, mais Wall Street trébuche en l'absence d'un accord en Grèce

LA PRESSE CANADIENNE

REVUE
BOURSIÈRE

TORONTO — La Bourse de Toronto a clôturé en hausse, hier, pour la troisième séance de suite, semblant indifférente aux inquiétudes entourant les négociations entre la Grèce et ses créanciers et à celles au sujet d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

L'indice composé S&P/TSX a gagné 42,60 points pour terminer avec 14 947,51 points, après avoir cumulé environ 250 points au cours des deux séances précédentes. Le dollar canadien s'est quant à lui

déprécié de 0,43 cent US, à 80,65 cents US.

À la Bourse des matières premières, le cours du pétrole brut a retraité de 74 cents US, à 60,27\$US le baril, tandis que le prix du lingot d'or a perdu 3,70\$US, à 1172,90\$US l'once.

À Wall Street, la moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a plongé de 178 points, à 17 966,07 points, tandis que l'indice élargi S&P 500 a rendu 15,62 points, à 2108,58 points, et que l'indice composé du NASDAQ a échappé 37,68 points, à 5122,41 points.

Le recul observé à New York survient au terme d'une difficile journée de négociations entre la Grèce et ses créanciers. Aucun progrès n'a semblé émerger hier, ce qui fait craindre aux

observateurs que les deux parties sont plus éloignées qu'ils ne le croyaient.

Entre-temps, un responsable de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) a laissé entendre hier que la banque centrale américaine pourrait augmenter son taux d'intérêt directeur deux fois plutôt qu'une cette année. Les taux d'intérêt de la Fed, à des creux historiques depuis la Grande Récession, sont généralement considérés comme un facteur important dans la croissance des marchés boursiers ces dernières années.



PHOTO YVES HERMAN, REUTERS

Yanis Varoufaki, ministre des Finances de la Grèce, à la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles, hier.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

AFFAIRES
700

715 FINANCEMENT

ACE MORTGAGE CORP
Hypothèque multi-familiale, commerciale, industrielle
Appelez A. Bloom
514-731-8585 Depuis 1959

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
Avis est par les présentes donné qu'à la suite du décès de Yves St-Denis en son vivant domicilié au 365 boul. Deguire, Saint-Laurent (Qc) survenu le 18 février 2015, un inventaire des biens du défunt a été déposé et peut-être consulté par les intéressés au (514) 754-2810. Donné ce 22 juin 2015, par Lyne St-Denis, liquidatrice.

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

7				1				
8							7	1
1		3		7		2		
		8	2	9				
	6			1		4		9
							2	
			5	2	9		6	
9	4			6				7
		5		3				

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	2	6	1	9	4	8	5	3
3	4	5	7	8	2	6	1	9
8	1	9	5	3	6	4	7	2
4	5	3	8	2	1	7	9	6
1	9	2	6	4	7	5	3	8
6	7	8	9	5	3	1	2	4
2	6	1	3	7	8	9	4	5
5	3	7	4	6	9	2	8	1
9	8	4	2	1	5	3	6	7

Par Fabien Savary 3230

Appel d'offres
Montréal

Service de l'eau - Direction de l'épuration des eaux usées

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134, Montréal H2Y 1C6, pour: le 15 juillet 2015

Catégorie: Construction

Appel d'offres: 2015-1922-AE

Descriptif: Travaux d'installation en électricité et d'automatisation de six pompes centrifuges à vitesse variable à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Date d'ouverture: Le 15 juillet 2015

Visite: Les 7, 8 et 9 juillet 2015

Dépôt de garantie: 10 % du montant de la soumission

Renseignements: Claude Meunier, ing. : 514 280-4418

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin.

Documents: Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 25 juin 2015.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 25 juin 2015

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au bureau d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville à l'attention du secrétaire d'arrondissement, 555, rue Chabanel Ouest, bureau 600, Montréal, H2N 2H8, pour:

Catégorie: Travaux d'aménagement dans les parcs et espaces publics

Appel d'offres: S2015-009

Descriptif: Travaux d'aménagement divers au parc Saint-Benoit et travaux d'aménagement en vue de l'intégration d'une œuvre d'art à la Maison de la culture Ahuntsic-Cartierville

Date d'ouverture: 13 juillet 2015

Dépôt de garantie: Cautionnement représentant 10 % du montant de la soumission

Renseignements: Ysabelle Filiatreault, architecte paysagiste

ysabelle.filiatreault@ville.montreal.qc.ca

Documents: Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 25 juin 2015.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement au bureau de l'arrondissement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 25 juin 2015

Le greffier de la Ville
M^{re} Yvonne Saindon

Appel d'offres
MontréalServices institutionnels
Gestion et planification immobilière

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour:

Catégorie: travaux

Appel d'offres: 5780

Descriptif: Centre Alexandre-de-Sève (0569) Réhabilitation de l'escalier de secours et travaux d'accessibilité

Date d'ouverture: 13 juillet 2015

Dépôt de garantie: 10 % de la valeur de la soumission (cautionnement, chèque visé ou garantie bancaire)

Renseignements: pour toute question, s'adresser à immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca

Visites: Les visites sont individuelles. La date limite pour prendre rendez-vous est le 6 juillet, à 15h00. Les visites auront lieu du 29 juin au 7 juillet inclusivement. Pour prendre rendez-vous, immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca.

Documents: Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 25 juin 2015.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 25 juin 2015.

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

LA
PRESSE

PORTFOLIO

SÉRIE DE 4

NUMÉRO

4

IMMOBILIER COMMERCIAL

QUÉBEC

Redonner son lustre d'antan
au quartier d'Estimauville

Naguère un secteur commercial dynamique, le quartier D'Estimauville s'est vidé depuis. La construction de l'autoroute Dufferin-Montmorency dans les années 70 et, plus récemment, l'arrivée de *power centers* en périphérie ont nui considérablement aux commerces. La Ville de Québec veut maintenant lui redonner son lustre d'antan avec la création d'un écoquartier. Quatre mots pour comprendre. — Nathalie Côté, collaboration spéciale

EMPLOI

L'entreprise Medicago a annoncé ce printemps la construction de son nouveau complexe de production de vaccins grâce aux plantes dans le quartier D'Estimauville. Le projet de 245 millions entraînera la création de 200 emplois hautement spécialisés d'ici 2019. De plus, le gouvernement fédéral a récemment construit deux édifices dans lesquels travaillent 1200 fonctionnaires. « Quelques nouveaux commerces sont déjà venus s'installer pour répondre aux besoins de cette clientèle, note Julie Lemieux, vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Québec. Les choses vont sûrement évoluer plus rapidement au cours des prochaines années. »

La troisième phase de l'écoquartier D'Estimauville prévoit également l'ajout d'autres espaces de bureaux. « On pense à des bureaux institutionnels ou de professionnels », précise M^{me} Lemieux.

MILIEU DE VIE

Le quartier D'Estimauville compte déjà de nombreux commerces de proximité. D'ailleurs, plus de la moitié des répondants à un sondage de la Ville ont jugé qu'il n'en manquait aucun après qu'on leur eut énuméré ceux en place. « Il peut y en avoir plus et de meilleure qualité, croit toutefois M^{me} Lemieux. Quand les clients seront là, les commerçants vont s'adapter aux besoins. » Cependant, étant donné que l'offre est déjà intéressante, l'accent sera davantage mis sur la construction résidentielle.

Pour inciter les familles à s'y installer, la Ville entreprendra l'aménagement d'un parc dès l'an prochain. Mais déjà, le quartier peut compter sur deux atouts majeurs: le Domaine de Maizerets et la baie de Beauport, situés de part et d'autre du projet. Une école primaire se trouve aussi à proximité.

HABITATION

Près de 800 nouveaux logements seront construits pendant les quatre phases du projet. Un sondage réalisé par la Ville montre que 46 % des répondants



IMAGE FOURNIE PAR LA VILLE DE QUÉBEC
Le projet de service rapide par bus des villes de Québec et Lévis prévoit un pôle d'échange intégrant des activités communautaires ou commerciales dans l'écoquartier D'Estimauville.

aimeraient acheter ou louer un appartement ou un condo. Environ 43 % préféreraient une maison en rangée. « Plusieurs personnes veulent avoir un peu de terrain, nous avons donc ajusté le projet en conséquence », souligne M^{me} Lemieux. Le concept prévoit une densité maximale de 100 logements par hectare.

Des logements seront admissibles au programme Accès Famille, lequel propose une aide financière aux familles pour l'achat d'une propriété. Des logements sociaux ou communautaires seront également inclus dans les nouvelles constructions. « Nous sommes en train de regarder un projet de 80 logements communautaires, note M^{me} Lemieux. Ça avance bien, on devrait l'annoncer assez rapidement. »

ENVIRONNEMENT

Qui dit écoquartier dit environnement, bien sûr. La Ville mise entre autres sur des bâtiments certifiés LEED, l'aménagement de toitures blanches, végétalisées ou accessibles, la collecte des matières résiduelles avec des contenants enfouis et un tri à la source dans chaque unité, l'utilisation de matériaux recyclés, etc.

La Ville veut également favoriser le transport actif en prévoyant des espaces de rangement intérieurs et

extérieurs pour les vélos. Le transport en commun se développera aussi davantage. « En bordure de l'écoquartier, il y aura un pôle pour le transport en commun avec une station du service rapide par bus, note M^{me} Lemieux. À l'heure actuelle, ce secteur est déjà assez bien desservi avec les métrosbus. » Quant aux voitures, les modèles électriques seront encouragés par l'installation de bornes de recharge.

LE QUARTIER
D'ESTIMAUVILLE
EN CHIFFRES

- > 11 millions d'investissements par la Ville
- > 782 nouveaux logements prévus
- > 21 000 m² de nouveaux espaces de bureaux sont prévus
- > 45 % des jeunes professionnels sondés souhaitent vivre dans l'écoquartier D'Estimauville
- > 35 % des jeunes familles sondées aimeraient habiter l'écoquartier D'Estimauville
- > 52 % des répondants au sondage jugent que l'offre de services de proximité est complète

ESPOIR

- > Nom: Bijouterie suisse
- > Nombre d'employés: 12
- > Dans le quartier depuis 1960

L'entreprise familiale, qui en est à sa troisième génération, a été témoin des belles années et des jours sombres du quartier. « Le pire est passé, croit Christian Bernard, copropriétaire de la Bijouterie suisse. À un moment donné, j'appelais ça Ground Zero parce que tous les commerces partaient. Avec les deux gros édifices du fédéral et l'écoquartier qui s'en vient, ça peut juste aller mieux. » L'affluence n'a pas encore beaucoup augmenté aux Galeries de la Canardière où il est installé, mais il est optimiste. Après tant d'années d'attente, il aimerait que la construction se fasse rapidement. « Mais parfois, il est préférable d'être patient et d'avoir de la qualité », note-t-il. L'aménagement d'un parc et la plantation d'arbres amélioreront la qualité de vie des résidents et des travailleurs, à son avis. Il croit même qu'à terme, le secteur pourrait attirer les touristes avec la baie de Beauport à proximité.

OPTIMISME PRUDENT

- > Nom: Brûlerie D'Estimauville
- > Nombre d'employés: 10
- > Dans le quartier depuis la fin de 2011

C'est l'important potentiel d'affaires qui a poussé la Brûlerie D'Estimauville à s'installer au rez-de-chaussée du premier édifice du gouvernement fédéral. Les retards dans la construction de l'écoquartier l'ont toutefois obligée à diversifier ses activités, en offrant notamment des services alimentaires aux écoles. « Je suis optimiste quant au projet de relance, mais il y a déjà eu des annonces qui ne se sont pas concrétisées, rappelle Charles Tardif, propriétaire. L'arrivée de Medicago est aussi une bonne nouvelle, mais j'attends de voir quand le tout va se matérialiser. » Entre-temps, il est fort heureux de la place du développement durable dans le projet. « Le volet écologique est très intéressant et nous y avons adhéré dans l'ensemble de nos politiques en favorisant les produits locaux et en utilisant des appareils moins énergivores, par exemple », explique-t-il.

— Nathalie Côté, collaboration spéciale

TOUTE L'EXPERTISE DE VITRERIE LABERGE
DÉSORMAIS DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL



© Photos: Stéphane Groleau

VITRERIE
LABERGEVITRERIE
STE-JULIE

VITRERIE STE-JULIE, NOUVEAU MEMBRE DE LA GRANDE FAMILLE LABERGE

1999, rue Nobel, Sainte-Julie, (QC) J3E 1Z7
450-649-8765 — www.vitrierielaberge.com

